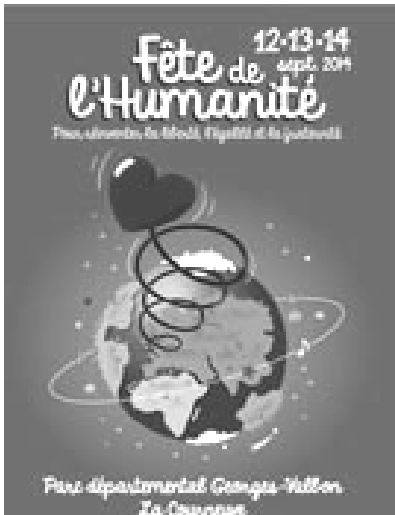




Grève des cheminots, multiplication des mouvements sociaux :

Les luttes peuvent changer la donne politique !



RENDEZ-VOUS SOUS LE STAND DU 15ème

Ouverture jeudi 11/09

Inauguration vendredi 12/09 à 19h

Débat politique samedi 13/09 à 16h45

Librairie, Bar antillais, Petits plats, Concerts

Prévoyez votre visite! Informations complémentaires à suivre

Sommaire/numéro double:

P1à3: Situation politique/PCF

P4: lutte SNCF suite

P5 à 8: luttes entreprises 15ème (hôpital, poste, JO)

P9&10: Solidarité internationale: Gaza, Ukraine

P11: médias

P12: Histoire/anniversaires

Situation politique avant la rentrée

Hollande et Valls partent en vacances en promettant aux travailleurs une rentrée douloureuse, pleine de sacrifices évidemment « nécessaires ». Leur prêche, sentencieux, comprend toujours les mêmes mots depuis des années, dans l'ordre : crise, compétitivité, aides aux entreprises, déficits, réduction des dépenses publiques et sociales, réformes etc. **Le tout est bien sûr placé sous le regard de l'Union européenne.**

La différence cette année réside dans le niveau de violence antipopulaire de la politique programmée. L'ensemble des mesures « pacte de responsabilité » représente un transfert annuel de 41 milliards d'euros vers le profit capitaliste et 50 milliards d'euros de restrictions sociales. Depuis son arrivée, Valls l'a couplé avec la « réforme territoriale » visant à la fois d'autres coupes claires dans les budgets publics et la décomposition du pays en euro-régions. **Dans ce contexte de coup de force, tout s'accélère**, notamment le démantèlement des services publics, avec la « réforme ferroviaire » ou les **5285 emplois supprimés à La Poste depuis le début de l'année**. Montebourg aide, avec l'argent public, en vendant des parts de GDF-Suez, les restructurations capitalistiques d'Alstom-General Electric ou de PSA. L'alignement inconditionnel du gouvernement, représentant les intérêts de l'impérialisme français, sur les impérialismes américain, européens et israélien en Ukraine, en Afrique ou au Moyen-Orient est le pendant international de cette politique.

Cette politique et ses conséquences sont massivement rejetées dans la population. Mais faute de toute perspective d'alternative politique – du moins institutionnelle –, Hollande et Valls se permettent de charger la barque suivant les instructions de leurs commanditaires du Medef ou de l'UE.

Les résultats des élections européennes, après les municipales, en sont la parfaite illustration. Le parti au pouvoir a obtenu, avec 14% des suffrages exprimés, le soutien d'à peine un électeur inscrit sur 20. L'ensemble des forces politiques qui ont appelé à voter Hollande en 2012 ne rassemble que 30% des voix. La droite et le centre, dont les orientations politiques semblables à celles du PS sont encore dans les souvenirs, qui n'ont pas encore pu régler leurs mécomptes (affaire Bygmalion) ne parviennent pas encore nationalement à jouer la force d'alternance par défaut.

Le rejet de la politique du pouvoir se manifeste par une **abstention à 60%**. D'élection en élection, on risque de passer vite d'une abstention politique à une abstention d'indifférence. L'absence d'alternative politique nourrit mécaniquement le repli individualiste, communautariste, la résignation, facilite la pénétration des valeurs de droite de l'idéologie dominante.

Enfin, **le FN est devenu symboliquement 1^{er} parti de France avec 25%**, même si c'est dans le contexte des européennes et de l'abstention. Il peut jouer pleinement son rôle de diversion, de déversoir de la colère sociale et de repoussoir pour le compte du système. Il a notamment profité qu'aucun autre vote ne porte le rejet de l'Union européenne, même si c'est totalement artificiel chez lui. Loin de nous de sous-estimer le danger FN, la banalisation de son discours de haine, habilement amalgamé à une démagogie attrape-tout ! Mais le combattre est indissociable de la lutte contre la politique qui le favorise.

Tous les éléments du système et ses médias s'appliquent déjà à réduire la perspective politique à la préparation des élections présidentielles de 2017. L'éventualité de la présence de Marine Le Pen au 2nd tour, aiguisée par les sondages de commande, va structurer une bonne part des pauvres débats. La droite va mettre du temps à se choisir un cham-

Infos 15: 2 euros le numéro, 20 euros l'abonnement (à l'ordre de PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS)

Suite de la page 1

RECOMPOSITION POLITIQUE D'ICI 2017?

Déçu par Hollande? Seuls peuvent s'estimer déçus ou trahis ceux qui se sont fait des illusions sur Hollande en 2012, au-delà de vouloir seulement battre Sarkozy. Les orientations de fond étaient les mêmes.

Quand des politiciens de « gauche », ceux-là mêmes qui ont semé ces illusions, critiquent plus ou moins le gouvernement aujourd'hui au nom de la campagne de Hollande 2012: ils ne font que **préparer de nouvelles illusions pour faire patienter d'ici 2017!**

Députés PS affligés, indignés ou frondeurs: tous ont voté la « réforme ferroviaire »!

Tous ou presque ont voté le collectif budgétaire...

Un de leurs leaders que les médias font monter, proche collaborateur de Martine Aubry, s'appelle **Jean-Marc Germain**. Dans la vie civile, c'est le mari d'Anne Hidalgo, mais peu importe. **Ce porte-parole des « frondeurs » était rapporteur en 2013 à l'Assemblée du projet de loi de « sécurisation de l'emploi », autrement dit de la transposition de l'ANI, l'accord Medef-CFDT de facilitation du licenciement.** M. Germain l'a qualifié « d'historique »...

Comment Pierre Laurent peut-il imaginer constituer un « Front des luttes » avec ces courants et équipes du PS?



Mélenchon fait une fausse sortie et estime que le « Front de gauche » a échoué: C'est cracher dans la soupe pour le sénateur PS devenu « leader de la gauche radicale » et député européen! En revanche, pour la direction du PCF, l'opération « effacement du Parti » a encore mieux marché que prévu!

pion. A « gauche », les sortants risquent d'être complètement désavoués. Aussi l'on commence à mettre en scène l'émergence de « courants de gauche » du PS, avec Aubry ou Montebourg. Cap vers les « primaires » ! Les « frondeurs », les « écologistes », les partis de « gauche » réunissent leurs clubs.

A chaque fois depuis 30 ans, c'est le même scénario, mais chaque fois en pire !

Communistes, nous ne cessons d'affirmer que la perspective politique ne pourra venir que des luttes, de leur convergence et de leur montée en conscience. Le mois de juin, en premier lieu la grève des cheminots, commence à réveiller l'optimisme en commençant à changer la donne politique.

Par leur détermination, les cheminots, souvent les jeunes, ont bousculé les plans du gouvernement et de ses complices qui croyaient avoir désamorcé le conflit. La grève a duré beaucoup plus longtemps que prévu et a permis d'identifier les vrais enjeux de la « réforme ferroviaire ». Balayés la propagande mensongère sur la réunification du rail ou le coup des TER trop larges pour les quais ! La volonté de préparer la phase finale de la mise en concurrence et de la privatisation, coordonnée par les directives européennes, est apparue clairement. Pour cela, **le gouvernement de « gauche » a fait voter la dissolution de la SNCF créée par le Front populaire, l'éclatement de ses activités, l'abrogation du statut des cheminots.** Il n'a pas pu le faire dans le silence du dialogue social convenu. Au contraire, rapidement il a eu recours au chantage – l'opération ratée sur le déroulement du baccalauréat – et aux menaces policières.

Le mouvement des cheminots est suspendu mais la combativité retrouvée promet des luttes encore plus conséquentes contre l'application de la « réforme ». Dans le 15^{ème}, nous avons également soutenu la grève de 52 jours des facteurs. Elle se termine par quelques reculs de la direction mais surtout, là aussi, par un renforcement de la combativité et de la conscience des agents contre la politique globale, accélérée, de liquidation du service public de La Poste dans le pays, couverte par Montebourg. Des dizaines de centres de distribution ou de guichet ont été en grève, souvent longues, face à cette politique de privatisation. Un mouvement global est envisageable.

Le mouvement des cheminots a commencé à concrétiser la possibilité de la convergence des luttes. Il s'en est fallu de presque rien pour qu'à la terreur du pouvoir, se rejoignent fin juin les mouvements pour la SNCF et ceux contre les dispositions du « pacte de responsabilité » ou de la réforme territoriale, sans parler de la SNCM, du Pôle emploi ou des intermittents, de la RATP, de l'Assistance publique où nous avons poursuivi nos actions.

Sur le plan syndical national, la lutte des cheminots a fortement contribué à discréditer la nouvelle mascarade de « conférence sociale » à laquelle la direction de la CGT a finalement refusé de participer. La CFDT et l'UNSA sont définitivement classées dans la collaboration de classe. A la CGT, la ligne d'accompagnement et de résignation à négocier le moindre mal, suivant les illusions électorales propagées par le syndicat en 2012, est clairement dans l'impasse. Ceux qui avaient dans la tête de se contenter des quelques concessions prévues par le ministre Cuvillier ont été dépassés par le mouvement.

Sur le plan strictement politique, la grève des cheminots a pris complètement à rebours le schéma délétère illustré par les élections européennes.

La grève a montré une voie de résistance à la politique du pouvoir, une voie partant des revendications immédiates posant la nécessité d'une rupture avec la politique de privatisation et d'application des directives de l'UE du capital, une voie collective et rassembleuse. Elle a montré qu'il existe toujours des points d'appui pour fédérer les luttes, non pour faire « grève par procuration ».

Dès qu'il y a lutte sociale conséquente, le Front national perd toute consistance, même parmi certains de ces électeurs. Il n'a jamais pu concilier pendant le conflit ses deux discours démagogiques contradictoires, le refus de l'Europe et la haine des syndicats et des rouges.

Enfin, en parallèle du plan syndical, la « gauche de la gauche », la « gauche du PS » ne peuvent plus bluffer. **La poursuite dans la durée de la lutte cheminote a déshabillé les députés « frondeurs ».** Ils ont voté comme un seul homme la dissolution de la SNCF. Leur numéro de contestation convenu de l'austérité et du Pacte de solidarité a fait un flop.

Plus que jamais, la nécessité de faire vivre le PCF suivant sa raison d'être et ses positions historiques est posée.

Suite de la page 2 **Notre parti, à l'exception de certaines organisations locales dont la nôtre, est passé largement à côté de la lutte contre la « réforme ferroviaire ».** Elle était prévisible depuis longtemps pourtant. Mais même le Conseil départemental de Paris du 27 mai, après la grande manifestation nationale du 22, n'a donné aucune réponse à la demande de notre secrétaire d'engager une campagne de masse vers les usagers et les cheminots. **La position nationale, exprimée par le porte-parole des députés Front de gauche, André Chassaigne était d'arranger les angles.** Ses votes et son appel prématuré et déplacé à reprendre le travail ont choqué les cheminots en luttés et affaibli l'image de notre Parti. Pourtant à la SNCF, plus peut-être qu'ailleurs vu l'histoire, l'attente est forte et nous avons essayé d'y répondre. A la fin, les députés communistes, dépositaires de cette histoire à la Chambre, ont voté contre le projet de loi, heureusement.

L'impasse de la ligne du Front de gauche s'était déjà manifestée aux européennes. Malgré l'effondrement du NPA par rapport à 2008 (de 4,8% à 0,4%), le Front de gauche stagne à 6% et le PCF perd un de ses deux derniers députés. L'échec électoral coïncide avec une ligne qui ne répond pas à l'attente et la nécessité de positions et d'initiatives de rupture avec la politique au service du capital. Le Front de gauche et le PCF ont pris en plein la sanction de toute la « gauche » de Hollande pour l'avoir soutenu sans réserves ou encore, à Paris, parce que le PCF s'est affilié au social-libéralisme de Delanoë et Hidalgo. Le Front de gauche est apparu pour ce qu'il est : un ensemble politicien où l'on se tire dans les pattes pour des places avec comme perspective principale un changement de gouvernement ou une combinaison pour 2017. Enfin le Front de gauche, avec les ambiguïtés du Maastrichien Mélenchon et le retournement de la direction du PCF, avec le PGE, vers le leurre de la « réorientation de l'UE » ne permet ni d'exprimer, encore moins de traduire en lutte le rejet de l'UE du capital.

Le Conseil national du PCF des 14 et 15 juin a convoqué une conférence nationale pour les 8 et 9 novembre. Sa préparation sera l'occasion de s'exprimer dans le parti et au-delà. Pierre Laurent met déjà en œuvre la nouvelle étape de la stratégie de la direction : combiner le Front de gauche élargi avec un soi-disant « Front des luttes », en fait la préparation d'alliances avec les courants de « gauche » du PS et d'EELV d'ici les élections de 2017. On ne peut pas mieux persévérer dans l'erreur.

Cela ne pourra durer. **Nous ne ferons jamais partie – d'autant plus dans des circonstances historiques pareilles – de ceux qui laisseront dépérir encore notre parti et ce qu'il représente en ce 50^{ème} anniversaire de la mort de Maurice Thorez.**

Nous allons continuer à faire partie de ceux qui contestent cette ligne de disparition et d'abandon, d'ici la Conférence nationale et notamment à la Fête de l'Humanité. Mais surtout, nous allons continuer à être de ces communistes qui font vivre et renforcer les organisations du PCF sur une base de lutte, des positions de rupture actualisées (contre l'UE, pour de véritables nationalisations, contre la sape du financement de la sécurité sociale, contre les guerres impérialistes etc.). L'expérience des mois de mai et juin nous y encourage fortement. Notre action à la SNCF, localement à La Poste, dans les hôpitaux, pour le droit au logement progresse. Nous enregistrons des adhésions. Nous sommes reconnus comme utiles par ceux qui sont le plus engagés dans la lutte des classes d'aujourd'hui. Nous allons continuer.

Le gouvernement a beau avoir fait voter par le Parlement l'essentiel de ses contre-réformes structurelles – restent la réforme territoriale et peut-être la fusion CSG/Impôt sur le revenu dont s'occuperaient Aubry et son aile « gauche » - , leur application sera dure. L'hôpital va être encore plus durement frappé. A la SNCF, à la Poste – on l'a vu – la lutte se nationalise. Le libre-échangisme absolu avec l'Amérique du nord est un formidable encouragement au dépeçage de l'industrie et de l'agriculture en France pour baisser les salaires et les conditions de travail. La liste des mauvais coups est infiniment déclinable. Le gouvernement semble particulièrement sensible à la question de l'explosion programmée des tarifs de l'électricité, prudemment reportée et amenée alors qu'EDF réalise plus de 3 milliards d'euros de profit net.

Des conseillers du pouvoir redoutent une « explosion sociale », nous travaillons à une poussée et à une convergence des luttes contre sa politique. Bonnes vacances !

N'oubliez pas la préparation de notre stand à la Fête de l'Huma !

LUTTES A VENIR

Envolée des tarifs de l'électricité : dans la fourberie!

Les tarifs devaient augmenter de 5% le 1^{er} août. Pour prévenir la coagulation des colères sociales, la ministre Ségolène Royal a médiatiquement annulé l'augmentation. Mais on se dirigerait vers une augmentation de 2% à l'automne et une augmentation au 1^{er} janvier 2015 de 2%, au moins, rétroactive au 1^{er} août! La même chose! Comme si les foyers n'allaient pas s'en rendre compte! L'explosion des tarifs de l'électricité, comme avant ceux du gaz est un objectif prioritaire du gouvernement pour achever la privatisation du secteur. A propos, EDF a enregistré 3,2 milliards de bénéfices au premier semestre.

Chimie: Le scandale du Crédit d'impôt « compétitivité emploi » - CICE - se vérifie. Hollande s'est lourdement félicité le 14 juillet de l'accord patronat-CFDT dans la branche chimie (CGT et CGC ont refusé de signer). Les chiffres: d'ici 2017, le patronat promet d'embaucher 47.000 salariés pour ... 46.000 départs à la retraite prévus. Au mieux, il y aurait donc 1000 créations d'emplois pour 633 millions d'euros d'aides publiques nouvelles par an au nom du CICE!

Saignée en vue à l'hôpital public! Sur les 50 milliards d'euros de baisses des dépenses publiques prévues dans le plan Valls, 10 concernent l'assurance maladie dont 4 l'hôpital public: 2,5 milliards de restrictions budgétaires directes, 1,5 milliard « d'économies » sur l'hospitalisation. La loi HPST « Bachelot », avec demain la gestion au niveau des « euro-régions » va pouvoir être nuisible à plein.



Les JC du 15^{ème} en stage de formation à la campagne dans l'Yonne.

CONTRE LA « REFORME FERROVIAIRE » : suite et pas fin

Depuis plus d'un an, notre section a analysé que la bataille contre la « réforme ferroviaire » allait être une lutte essentielle et structurante contre la politique du gouvernement. Nous ne nous sommes pas trompés. Avec d'autres organisations locales du Parti, mais malheureusement sans les directions du PCF, insensibles à nos appels - le Conseil départemental du PCF Paris, le 27 mai, n'a même pas abordé le sujet et ne nous a pas répondu/ la campagne européenne de Le Hyaric a ignoré la question -, nous avons produit un important matériel d'information, d'analyse et de propagande sur la « réforme » et son contexte politique : vers les cheminots, les salariés des services publics, les usagers, les militants eux-mêmes. Nous avons organisé des rencontres avec des camarades d'autres entreprises, notamment la RATP. Notre intervention à la manifestation nationale du 22 mai puis pendant la grève a concouru avec les attentes des éléments les plus déterminés du mouvement. Des adhésions ont été réalisées, des prises de contact. Nous continuons, parce que grâce à la force de cette grève, la lutte ne fait que commencer.

Pour faire capoter la « réforme ferroviaire », il ne s'en est fallu de presque rien ! Contre la suite du processus de concurrence et de privatisation, **la mobilisation des cheminots sort renforcée.**

Le gouvernement a fait voter sa « réforme ferroviaire » à l'Assemblée le 24 juin, mais dans la douleur, avec le soutien de 55 députés de droite. L'identité de vue totale entre le gouvernement et l'opposition, sur fond de consensus « européen », apparaît pleinement.

L'issue parlementaire était prévisible mais le scénario prévu par le pouvoir a été bouleversé par la lutte des cheminots. Cela comptera ! Le gouvernement a consacré 18 mois pour déminer la contestation apparue massivement lors des grèves de juin et décembre 2013, 18 mois pour négocier des compromis de couloir, 18 mois pour laisser Pépy tour à tour amadouer ou menacer les différentes catégories de cheminots, pour les diviser, 18 mois pour créer un climat de résignation.

Peine perdue ! La grève reconductible finalement engagée le 10 juin a dépassé par sa force et sa détermination (que les chiffres officiels truqués n'ont pas pu masquer) les journées précédentes. **Elle a fait sauter la chape de silence médiatique qui avait étouffé la manifestation nationale du 22 mai.** Elle a imposé le débat sur le fond dans l'opinion publique.

La basse opération de propagande sur les TER trop larges pour les quais s'est retournée contre ses auteurs : les responsables. **Le projet de loi ne réunifie pas SNCF et RFF mais éclate la SNCF en 3.**

Ne peut plus être caché non plus qu'il répond directement aux injonctions de l'Union Européenne pour livrer le service public du rail à la concurrence et aux appétits privés, avec les conséquences désastreuses vues partout dans les autres pays. Hollande et Valls, tentant de désamorcer la grève au plus vite, ont été réduits à se ridiculiser eux-mêmes avec leur lamentable propagande autour du baccalauréat : malgré la grève, il y a eu moins de retard qu'en 2013 !

Malheureusement, même obtenue à l'arraché, la « réforme ferroviaire » va acter la dissolution de la Société nationale des chemins de fers français et l'abrogation du statut des cheminots. Les privatiseurs vont pouvoir s'attaquer point par point aux acquis issus du statut. Les « transpositions » de directives européennes de mise en concurrence sont sur leur feuille de route. Il convient d'autant plus de **balayer les pseudo-avancées, les amendements de « surface » que le gouvernement a téléguidés** à l'Assemblée pour mieux faire passer sa loi. Ils avaient déjà été magouillés avec les syndicats de collaboration UNSA et CFDT dès le départ et lâchés dans l'affolement 2 jours après le début de la grève !

Nous aurons encore à rentrer dans les détails bientôt devant les luttes qui se préparent. **Les cheminots grévistes reprennent le travail ni convaincus par le gouvernement, ni résignés. L'expérience de cette lutte va nourrir la réflexion pour en tirer les enseignements pour l'avenir.**

Déjà, il apparaît que l'on rassemble beaucoup plus largement et efficacement sur une base claire d'opposition que sur la base d'un compromis avec des appareils syndicaux hypocrites comme l'UNSA qui s'est empressée de collaborer. Déjà, il apparaît que l'on ne peut pas associer dans un même mouvement des positions de lutte et des positions de repli prématurées, sinon défaitistes, ignorant le rapport de force.

A quelques jours près, c'est ce que redoutait le pouvoir, de grandes convergences d'action de lutte pouvaient se construire avec ceux qui s'opposent à la « réforme territoriale », au « pacte de responsabilité.

La direction de la RATP a été obligée de différer la remise en cause des régimes de travail et du statut pour éviter la concomitance avec la SNCF. En juin 2013, des grèves d'ampleur comparable ont eu lieu à quelques jours d'intervalle. **Plus que jamais, c'est à nous de déjouer ces calculs.**

De même, les fonctionnaires et agents territoriaux savent combien la « réforme territoriale » est dirigée contre eux : menaces sur le statut, les conditions de travail, l'emploi...

La réflexion va se prolonger, fécondée par cette grande et belle lutte des cheminots, une lutte vive, jeune, déterminée qui redonne de la pêche à tous ceux qui veulent se battre ! Plus que jamais, la démonstration est faite que l'alternative politique ne peut partir que des luttes !

Les cheminots ont ouvert la voie !



Les camarades des hôpitaux du PCF Paris 15^{ème} ont participé à leur façon aux « Journées portes ouvertes » de l'Assistance publique le 14 juin.

Ils ont diffusé leur bulletin « Globule Rouge » à l'issue de la course à pied organisée de la Pitié-Salpêtrière à l'Hôpital européen Georges Pompidou.

En voici deux extraits.



Globule Rouge

Bulletin de la commission santé du PCF Paris 15

L'opération de communication du Directeur Général Martin HIRSCH a bien du mal à masquer la réalité de l'AP-HP, malmenée, saignée...

Les restructurations et réorganisations des services se succèdent. Les cadres dirigeants ne trouvent plus qu'un seul moyen pour les imposer : l'autoritarisme, la peur, la répression. Les scandales commencent à éclater.

A l'hôpital Robert Debré, un fichage illégal des agents, scandaleux, a été découvert. A l'hôpital Pompidou, les médecins seraient fichés par l'utilisation illégale de données informatiques.

Comment les soignants, l'ensemble des personnels hospitaliers peuvent remplir convenablement leur mission au service des patients dans un tel climat ?

Un émir du Golfe privatise 9 chambres pour lui et sa suite :

L'égalité suivant Martin Hirsch et Marisol Touraine!

Il faut que ça se sache ! Du 8 au 14 mai, neuf chambres du service d'orthopédie de l'hôpital Ambroise Paré de Boulogne-Billancourt ont été réservées – et aménagées spécialement- pour soigner un riche émir saoudien et loger luxueusement ses serviteurs. Depuis qu'un journal « satirique » a dévoilé l'affaire, le directeur général de l'AP-HP, Martin Hirsch tente de justifier l'existence de cette filière d'exception dédiée aux riches patients étrangers. Elle rapporterait de l'argent et contribuerait à combler le « déficit » de l'AP-HP. Le « déficit », creusé artificiellement, sert décidément à tout. Hirsch est même allé jusqu'à revêtir la pantofole de Robin des Bois prétendant prendre aux riches pour donner aux pauvres. Ridicule !

Hirsch s'est révélé surtout le roi des hypocrites. A qui veut l'interviewer dans les médias, il répète qu'il veut « reconquérir l'égal accès aux soins, des délais d'attente égaux », que les « différences sociales ne doivent pas interférer dans la prise en charge par le meilleur de l'AP-HP » (France Inter, 25 /02/14), qu'il va limiter les lits privés.

Le cas de l'émir montre combien c'est une logique complètement contraire, inégalitaire et marchande, qui guide la politique de casse de l'offre et de la qualité des soins publics, d'assèchement des ressources de la sécurité sociale, que poursuit le gouvernement.

La ministre Marisol Touraine s'est d'ailleurs sentie obligée d'apporter un soutien appuyé à son protégé malmené.

Qu'un patient résidant à l'étranger, même riche, soit soigné à l'hôpital public en France ne nous pose pas de problème de principe. En ce qui concerne les émirs, nous faisons toutefois remarquer qu'ils se gardent bien de développer des hôpitaux dignes de ce nom dans leur pays malgré l'immense fortune qu'ils y pompent.

Qu'ils payent pour être soignés, c'est la moindre des choses ! 30% de plus que le tarif sécu, cela ne va pas les rendre malades ! Cela ne rapporte pratiquement rien à l'AP-HP d'autant qu'un riche étranger sur deux n'honore pas sa note. Heureusement encore qu'ils ne sont pas remboursés par l'Assurance maladie ou l'Aide médicale d'Etat ! Le choix de Hirsch est vraiment idéologique, destiné à faire passer l'inacceptable.

L'inacceptable, c'est qu'ils bénéficient de conditions particulières de soins et d'hébergement. Les privilèges, la logique de l'argent-roi tuent l'esprit de service public.

Il est inacceptable – et pas que moralement – qu'un service soit transformé en hôtel de luxe pour une semaine alors qu'ailleurs on laisse des peintures s'écailler, qu'on laisse des équipements, même neufs, se dégrader prématurément, « faute de moyens ».

Il est inacceptable que l'on mobilise 9 chambres d'orthopédie pour la suite d'un émir quand on sait combien les services d'urgence peinent à trouver des lits d'aval pour se désengorger.

Il est inacceptable que l'on explique aux patients que la chirurgie ambulatoire (on rentre chez soi le soir de l'opération) est préférable et économique alors que l'on garde une semaine le malade qui est milliardaire et que l'on mobilise pour lui les effectifs qui manquent ailleurs.

Par le passé, des millionnaires ont exprimé leur reconnaissance à l'AP-HP en léguant des terrains, des immeubles de rapport, des biens de toute sorte pour que l'institution hospitalière bénéficie de ressources régulières. Que font Touraine et Hirsch, à la suite de leurs prédécesseurs ? Ils bradent les « bijoux de famille » pour combler le « déficit » de fonctionnement d'aujourd'hui et creuser celui de demain. Quand les riches font quelque chose de bien, ils ne respectent pas leurs dernières volontés !

Communistes, nous exigeons la suppression de la filière dédiée aux riches patients étrangers (le décret l'autorisant n'a d'ailleurs pas été publié). L'égalité est une condition de l'efficacité du service public. Plus que jamais, nous exigeons l'abandon des coupes budgétaires, de la tarification à l'activité des activités hospitalières, la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales maladie.

ENTREPRISES / XVème : LA POSTE

Les facteurs du 15^{ème} ont mené une grève courageuse et déterminée, du 21 mai au 10 juillet, contre la nouvelle réorganisation qui prévoyait 23 suppressions de postes et une nouvelle dégradation des rythmes de travail. Cette lutte participe d'un mouvement national en construction, marqué par des dizaines de luttes locales aussi dures et déterminées face à une politique de destruction du service public qui s'accélère violemment: 5285 emplois liquidés en 6 mois sous la tutelle du ministre Montebourg.

Notre section a soutenu la lutte de Paris 15 de bout en bout, la relayant, avec 5000 tracts aux salariés et usagers. Nous reproduisons ci-dessous des extraites de notre tract qui a déchaîné la colère des cadres dirigeants de Paris 15 lors d'un piquet de grève et ci-contre notre analyse du bilan du mouvement..

20^{ème} jour de grève chez les facteurs de Paris 15 : La direction acculée à céder sur l'emploi !

La grève continue chez les facteurs de Paris 15, toujours très suivie – 30 à 50% - malgré la dureté des situations financières. Communistes, comme les syndicalistes, nous expliquons avec nos tracts aux usagers combien la direction porte l'entière responsabilité de la gêne occasionnée.

La direction soit se rendre à l'évidence. Elle ne trouvera aucun compromis dans les négociations si elle ne revient pas sur son projet de suppression de 22 postes, soit 10% des facteurs de l'arrondissement.

Il n'y a pas trente-six « variables d'ajustement » de cette saignée de l'emploi. Aucune n'est acceptable par les agents. La sauvegarde des 22 emplois dont la suppression est programmée est la revendication centrale!

La direction veut encore davantage remettre en cause les week-ends des agents. « Week-ends », c'est déjà un bien grand mot puisque les facteurs ne bénéficient déjà que d'un samedi sur 4 de libre. Voilà que la direction veut aussi les faire travailler quasiment tous les lundis, pour lisser la charge de travail, et même l'accroître avec de la distribution de publicité non adressée. Négocier les conditions de ce nouveau sacrifice sur la vie de famille ne passera pas.

La direction alourdit encore les tournées, donc allonge mécaniquement le temps de travail, avec des heures supplémentaires non payées. **Il faut être masochiste pour accepter de négocier cette augmentation du temps travail gratuit. Les facteurs du 15^{ème} ne le sont pas.**

Reste à la direction de La Poste à dégrader encore la qualité du service public de distribution du courrier. Mais, au fil des restructurations, elle est presque arrivée au bout du possible. La deuxième tournée a été éliminée. Les recommandés ne sont pratiquement plus jamais délivrés à domicile (en 45 secondes montre en main – c'est le plus souvent impossible). Le tri local qui permettait qu'une lettre postée le matin dans le 15^{ème} arrive dans la journée dans le 15^{ème} – et oui, La Poste en était capable il y a à peine 10 ans ! – a été abandonné. Le « J+1 » devient l'exception malgré l'envolée du prix du timbre. Le courrier arrive toujours plus tard dans la journée etc.

La direction de La Poste est sans doute prête à aller plus loin mais les postiers, animés de l'esprit de service public, peuvent encore

moins la dégradation de leur mission. Et les usagers n'en peuvent plus.

Dans le 15^{ème}, le centre de distribution comptait 643 salariés – cadres compris – en 2000, 527 en 2005. Maintenant, ils sont moins de 300. Pourtant la population de l'arrondissement est passée de 223.000 à 241.000 habitants. Le nombre d'emplois dans l'arrondissement est passé de 105.000 à 140.000. Dans les ensembles de logements sociaux, les facteurs effectuent désormais la distribution dans les boîtes à la place du personnel (réduit) des bailleurs. Dans les copropriétés, il y a de moins en moins de gardiens qui distribuent eux-mêmes le courrier.

La direction de La Poste a beau exagérer chaque année ses prévisions de baisse de la quantité de courrier expédié, elle est loin du compte. Et même très loin. Depuis 2005, le volume de courrier aurait baissé nationalement de 15%, principalement après 2008. Mais dans le 15^{ème}, la baisse n'est que de l'ordre de 5%. Avec la publicité, la charge de travail ne diminue pas. En revanche, les effectifs ont baissé de 40% !

C'est une véritable politique de sabotage par la direction de La Poste elle-même de son activité historique. ...

La logique de privatisation, ce n'est pas celle de l'efficacité du service public, c'est celle de la recherche du taux profit maximum avec l'exploitation maximum des travailleurs.

Moins La Poste est efficace, plus des entreprises privées, sous-traitantes ou filiales, ou « concurrents » peuvent s'emparer de marchés juteux et accumuler des bénéfices avec salariés jetables ultra-précaires, comme pour la distribution de la presse

A Paris 15, dans la lutte, il y a une question qui se pose avant tout : c'est celle de l'emploi, du maintien de l'emploi, de l'annulation du projet de suppression de 22 postes. Aucune négociation n'aboutira jamais sans qu'il y ait recul de la direction sur le point essentiel.

La détermination des agents de Paris 15, avec leurs syndicats CGT et Sud, est remarquable, d'autant plus que la direction, n'hésite pas à recourir à des cadres « jaunes » voire à des intérimaires pour casser la grève. **Leur lutte, dynamique, est un point d'appui pour les tous les postiers confrontés à la même politique....**

52 jours de grève des facteurs de Paris 15 : un jalon important dans la nationalisation de la lutte pour le service public de La Poste.

Les facteurs de Paris 15 ont voté le 10 juillet la reprise du travail après 52 jours de grève à l'appel des syndicats SUD et CGT.

Il faut d'abord saluer la détermination et le courage des grévistes. Ils ont montré un rejet conséquent de la dégradation de leurs conditions de travail et du service rendu, une haute conscience de la réalité de la politique patronale de saccage calculé du service public. Ils ont résisté aux pressions, aux menaces, dénoncé le recours à des cadres jaunes, à des CDD, pour casser le mouvement. Ils ont rivalisé d'initiative pour porter ailleurs à La Poste, dans les autres entreprises, dans les quartiers du 15^{ème} l'objet de leur lutte. Plus des deux-tiers des facteurs ont participé au mouvement, un quart les 52 jours.

Tout cela comptera.

Pour l'instant, en termes de satisfaction des revendications, clairement, le compte n'y est pas. Seuls 2 des 22 emplois que la direction locale prévoyait de supprimer avec la réorganisation de septembre sont sauvegardés. Le maintien des rythmes de travail (organisation des semaines) a été obtenu mais au prix d'un allongement des tournées journalières.

Les postiers du 15^{ème} se sont heurtés à une politique de passage en force de la direction de La Poste, correspondant au contexte politique national. Elle entend précipiter le déclin de la branche courrier et cela passe par l'élimination des hommes et des femmes qui effectuent le service public dans l'esprit du service public. Mais les facteurs tiennent tête !

Ce que viennent de vivre les facteurs de Paris 15, l'ont connu ou le connaissent des facteurs et des guichetiers de dizaines d'autres centres en France rien qu'en juin et juillet. Avec la même violence patronale. A Ajaccio, la grève se poursuit depuis 54 jours. La direction et le patronat local attaquent les grévistes et la CGT devant les tribunaux. La même chose s'est produite aux Aubrais (Orléans) ou à Decazeville.

Mais il est de plus en plus difficile de masquer aux usagers les objectifs de la direction de La Poste : un service dégradé, toujours plus cher. Le PDG, Philippe Wahl organise la perte de confiance dans La Poste.

Dans le 15^{ème}, avec 10% de facteurs en moins dès septembre, et des tâches en plus, comme la distribution de la publicité non adressée (demain des services à domicile), il sera impossible, même en travaillant (plus sans être payés plus), pour les facteurs d'assurer tout le travail. La grève a manifesté également le refus des facteurs, en première ligne avec les usagers, d'endosser la responsabilité de cette politique.

Qu'importe pour les directions ! Elles généralisent l'abandon du « J+1 », c'est-à-dire la distribution le lendemain de l'envoi.

La presse a révélé les consignes données pour arrêter la vente des timbres rouges correspondant au courrier prioritaire. Les TGV de La Poste assurant le transfert du courrier express vont être supprimés et vendus. Les timbres « verts » correspondant à délai théorique de 2



jours, en fait à la dérive vers l'aléatoire sont généralisés. Ils sont déjà au prix des « rouges » d'il y a 3 ans. Ils devraient monter de 20% d'ici 2018. Pour plus cher, usagers, nous risquons d'avoir du courrier seulement deux ou trois fois par semaine, mais de la pub tous les jours ! Avec parfois des conséquences graves pour les recommandés, la vie privée, les entreprises... Et si cela ne vous plaît pas et que vous avez les moyens, des filiales privées offriront d'autres services sur mesure.

C'est cette logique du profit et de la privatisation, de l'inégalité, la destruction d'un réseau unique dans le

pays, qu'a accusée aussi la grève des facteurs de Paris 15.

La politique de Wahl correspond dans la méthode et les buts à la politique de Valls. On se doutait de l'hypocrisie de l'engagement de la « gauche » en 2008, de Hollande, par exemple, alors président du Conseil général de Corrèze, dans la « votation citoyenne » contre le changement de statut de La Poste. Déjà, ces politiciens prenaient garde de ne pas remettre en cause les directives européennes de casse du monopole public.

Aujourd'hui, Valls et Montebourg, ministre de tutelle, sont au pouvoir et encouragent Wahl. Le gouvernement entend profiter de l'impasse en termes d'alternative politique, comme on l'a vu aux élections européennes, du repoussoir et de la diversion d'extrême-droite, pour faire passer les pires contre-réformes structurelles antisociales comme le « pacte de responsabilité » ou la « réforme ferroviaire ». La même stratégie est mise en œuvre à La Poste.

Mais les derniers 50 jours ont montré une autre voie, une voie pour s'en sortir : les luttes. La grève des cheminots a débordé le pouvoir, démasquer les hypocrites de « gauche », donner une perspective de convergence des luttes. La combativité des cheminots sort renforcée avant les prochaines étapes. Dans la fonction publique, mais aussi dans certaines branches industrielles, les luttes se durcissent et se consolident.

La grève des facteurs du 15^{ème} s'inscrit pleinement dans ce mouvement. Le contact a été établi, dans un début de coordination, avec les autres centres de distribution en action. Le 10 juin, un large soutien d'autres centres de Paris, déjà ou bientôt concernés par les coupes claires, a été organisé. Le 8 juillet, 200 militants syndicalistes parisiens sont venus appuyer les grévistes.

Les grévistes de Paris 15 ont contribué à la nécessaire et inévitable nationalisation de la lutte pour la défense du service public de La Poste.

Communistes de la section du PCF Paris 15^{ème}, nous entendons continuer à contribuer à cette perspective avec les postiers. Nous avons distribué plus de 5000 tracts dans l'arrondissement, appelant notamment à la collecte de solidarité. Elle garde toute son importance.

Vivent les facteurs du 15^{ème} !

La commission des finances du Sénat, suivie par la direction, programme la mort du Journal officiel

La Commission des finances du Sénat – PS et droite confondus – a validé le 1^{er} juillet 2014 le rapport du sénateur UMP Philippe Dominati sur l'avenir de la Direction de l'information juridique et administrative (DILA) qui regroupe depuis 4 ans les Journaux officiels et la Documentation française. Il est désormais publié.

La mesure phare que préconise le rapport est l'abandon, d'ici 2016, de l'impression des journaux officiels de la République française dont le « Lois et décrets ». Le rapporteur le justifie par la chute des abonnements au journal « papier » devant l'essor de la version numérique.

Mais il ne cache pas ses motivations principales : en finir avec la SACIJO, la société coopérative qui imprime les Journaux officiels depuis le 19^{ème} siècle. Il s'agit d'en finir avec un bastion syndical des ouvriers du livre, avec une référence haute en matière de conditions de travail dans tous les métiers de l'imprimerie. En commission, Dominati déclare par exemple : « La SACIJO n'est en réalité que le réceptacle de l'action syndicale ». Le mouvement est amorcé depuis longtemps, renforcé avec les attaques gouvernementales du début des années 2000. Depuis 2006, les effectifs de la SACIJO ont fondu de moitié à 200 à peine maintenant. L'extension du recours à l'intérim a été imposée. En même

temps que la réduction de l'offre, la baisse de la qualité du service public est inévitable. Un exemple : Historiquement référence absolue en termes de respect de l'orthographe, le JO ne peut plus être systématiquement corrigé jusqu'à dangereusement laisser planer le risque de contresens.

Mais Dominati estime que les possibilités de mise en retraite et en préretraite ne sont plus suffisantes pour continuer sur le même rythme la diminution de l'emploi face à des salaires très organisés. Il propose de passer au stade de la liquidation pure et simple.

La pression sera évidemment d'autant renforcée en même temps sur les autres personnels dépendant directement de la DILA, issus de la Direction des journaux officiels ou de la Documentation française. 120 postes ont là aussi déjà été supprimés en 5 ans.

A qui va profiter la dégradation du service public, de l'emploi des conditions de travail et de rémunération au JO? Un peu à des sous-traitants privés, notamment dans le numérique. Mais Dominati et son collègue, président de la Commission des finances, Philippe Marini comptent bien faire bénéficier des « économies » le patronat, en allégeant les tarifs des annonces légales qui constituent la principale ressource des JO et de la DILA : 200 millions d'euros par an.

De nouvelles luttes s'annoncent. Plus que jamais nous continuons à défendre les salariés de la SACIJO et des JO. Le mode d'organisation historique du travail a fait ses preuves au service de la République. On le vérifie : pour les démanteler un peu plus, les sénateurs représentants du patronat ne trouvent qu'à dégrader encore les prestations.

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ABONNEMENTS		LOIS ET DÉCRETS		DÉCRETS		ÉDITION COMPLÈTE	
AN	FRANC	AN	FRANC	AN	FRANC	AN	FRANC
1 an	100	1 an	100	1 an	100	1 an	100
6 mois	50	6 mois	50	6 mois	50	6 mois	50
3 mois	25	3 mois	25	3 mois	25	3 mois	25

SOMMAIRE

LOIS

1^{re} Loi relative à l'organisation de la loi de finances, de la loi de crédits et de la loi de règlement de l'exercice précédent.

2^e Loi relative à l'organisation de la loi de finances, de la loi de crédits et de la loi de règlement de l'exercice précédent.

3^e Loi relative à l'organisation de la loi de finances, de la loi de crédits et de la loi de règlement de l'exercice précédent.

4^e Loi relative à l'organisation de la loi de finances, de la loi de crédits et de la loi de règlement de l'exercice précédent.

5^e Loi relative à l'organisation de la loi de finances, de la loi de crédits et de la loi de règlement de l'exercice précédent.



Nous nous élevons contre la disparition de la version papier des JO. Le journal papier continue d'avoir une fonction structurante propre, différente du numérique. Et qui garantit, à long terme, la postérité technique des nouveaux supports numériques ? Le savoir-faire de la SACIJO, le matériel, renouvelé avec une nouvelle rotative, les besoins publics aussi existent pour étendre la gamme des publications d'Etat imprimées. Il n'y a aucune fatalité au recul des activités d'impression des JO. Par ailleurs, papier ou numérique, de nombreux métiers de la SACIJO se retrouvent : la composition, la correction etc. Il n'y a pas de raison que le changement de support entraîne une déqualification des salariés.

En un mot : Non à la disparition des Journaux officiels !

La direction de la CGT a décidé finalement de ne pas participer à la « conférence sociale » des 7 et 8 juillet avec le Medef, la CFDT et Valls. L'Union locale CGT du 15ème fait partie des organisations qui le lui avaient demandé:

Adresse du Bureau de l'UL CGT du 15ème Arrondissement de Paris au Bureau Confédéral

Chers camarades,
Le Bureau de l'Union locale CGT du 15ème arrondissement de Paris, sur la base du point de vue exprimé par sa dernière Commission exécutive, rejoint les expressions de nombreuses organisations de la CGT : **la place de la CGT n'est pas à la "conférence sociale" des 7 et 8 juillet prochains convoquée par le gouvernement.**

Le seul objectif de ces conférences est d'obtenir la caution des organisations syndicales à la mise en œuvre des politiques au service du Capital.

Qu'il s'agisse de la « réforme ferroviaire », du « pacte de responsabilité » ou de la « réforme territoriale », la CGT ne peut pas s'associer à cette mascarade, même de façon critique et au nom du « dialogue social ». Elle accrédi terait dangereusement l'idée du patronage d'un gouvernement « neutre », jouant un rôle « d'arbitre au-dessus des classes » alors qu'il est le principal serviteur de la politique du capital.

Le ministre du travail, F. Rebsamen, déclare vouloir « faire le point sur le pacte de responsabilité et de solidarité ». Cette conférence constitue une nouvelle manœuvre visant à faire avaliser le pacte de « responsabilité » : une saignée de 50 milliards d'euros en 3 ans dans les dépenses publiques et sociales.

Qui peut croire que l'on puisse négocier des garanties – un moindre mal – pour les salariés, les fonctionnaires, les chômeurs et les retraités dans ce cadre ?

Le mouvement exemplaire des cheminots, tant par sa détermination que par la justesse de son contenu, a mis en difficulté le gouvernement et le patronat comme jamais depuis l'élection de François Hollande. Pour l'Union Locale du 15ème, il a ouvert la voie à une véritable contre-offensive des salariés, dans tout le pays, pour mettre en échec ce plan de casse généralisé de nos acquis et imposer la satisfaction de nos revendications. Nous gardons le souvenir des mobilisations immenses, inachevées, de 2010 contre la casse des retraites.

Le gouvernement a cherché lourdement à rallier la CGT à un accompagnement de sa « réforme ferroviaire ». Il a été mis en échec par le mouvement et s'est retrouvé avec ses partenaires syndicaux habituels.

Aujourd'hui, les salariés attendent de la principale organisation de lutte du pays une voie claire et des perspectives de lutte concrète.

La place des dirigeants syndicaux CGT n'est pas à la table du MEDEF sous les auspices de Hollande et de Valls. Elle est sur le terrain de l'exploitation, dans les luttes, avec les syndiqués. Des possibilités nouvelles existent d'impulser, en actes, la convergence des luttes. Chaque militant syndical de classe l'appelle de ses vœux pour préparer, dès maintenant, une rentrée de résistance et de contre-offensive.

Les instances confédérales ont un rôle décisif à jouer dans cet objectif.
Fraternellement,
Le Bureau de l'UL du XVème arrondissement de Paris

Contre la guerre israélienne à Gaza, nous sommes intervenus pour appeler à chaque manifestation de solidarité au peuple palestinien, pour dénoncer l'alignement inconditionnel du président et du gouvernement français sur l'Etat criminel d'Israël et la provocation qu'a constituée l'interdiction par Valls de certaines manifestations

Extraits de nos tracts et articles :

9 juillet. Palestine : Tout entreprendre pour faire cesser l'agression criminelle de l'Etat et de l'armée israéliens

Où va s'arrêter, cette fois, l'escalade de la terreur exercée par Israël sur les territoires palestiniens ? Depuis un mois, l'armée israélienne multiplie les violences, humilie et réprime les populations et les autorités palestiniennes, organise le blocus des villes de Cisjordanie... Des maisons sont systématiquement vidées de leurs habitants et démolies. Maintenant, la violence de la « punition collective » infligée au peuple palestinien est débridée. Des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont déjà morts.

Aucun crime ne saurait en excuser ou en compenser un autre.

Mais la réalité du déchaînement de violence israélienne est là, insupportable, d'autant plus insupportable qu'elle répond à une stratégie politique. Le drame de la mort des 3 jeunes colons juifs n'est qu'un prétexte.

Les autorités israéliennes ne conçoivent l'existence et l'avenir de l'Etat d'Israël que basés sur la domination, l'expansionnisme colonial, l'oppression de l'autre, la négation de ses droits individuels et collectifs, même élémentaires, sans parler du droit international, systématiquement bafoué. Les moyens de cette politique sont depuis le départ la haine et le racisme, la violence, le maintien dans le sous-développement et bien sûr la guerre.

Cette nouvelle vague de terreur suit l'annonce de la réunification des autorités palestiniennes de Ramallah et Gaza, une étape importante pour l'obtention d'une reconnaissance internationale d'un Etat palestinien. L'Etat d'Israël s'efforce de diviser pour éloigner encore cette perspective.

16 juillet : Contre la politique criminelle d'Israël, n'en restons pas à l'opposition de principe ! Intervenons comme Hollan-

de, Valls et Fabius interviennent, mais dans un sens opposé !

L'impunité, l'arrogance, le cynisme de l'impérialisme israélien et la complaisance dont il bénéficie notamment en France sont insupportables. **Ne pas protester, c'est accepter que de tels actes criminels se reproduisent partout dans le monde.**

Nous refusons de rester impuissants. L'influence de l'opinion publique internationale, de l'expression de la France n'est pas nulle. Nous ne pouvons admettre que cette dernière se résume aux positions officielles de nos gouvernants.

Hollande, Valls et Fabius affichent un alignement inconditionnel sur Israël qui dépasse celui de Sarkozy et de Jospin.

Tout le monde réclame un cessez-le-feu immédiat. C'est la moindre des revendications. Mais tant que cela ne restera que des mots, le cessez-le-feu risque de se produire seulement quand les autorités d'Israël auront atteint leurs buts. De guerre en guerre, après l'agression « Pilier de défense en 2012 », l'agression « Plomb durci » en 2008-2009, sans remonter avant, **Israël s'applique à maintenir Gaza et la Cisjordanie dans un état de guerre permanent.**

Exiger la création d'un Etat palestinien : oui bien sûr ! Mais cette perspective, rendue vague, sert à Obama ou Hollande pour se dédouaner. Ils appuient à fond la politique d'Israël qui rend impossible la constitution d'un Etat palestinien viable économiquement et politiquement, avec la totalité des territoires de 1967, Jérusalem comme capitale, une souveraineté économique.

Souvenons-nous que la bande de Gaza est enserrée comme une réserve indienne ! Les Palestiniens n'ont pas accès à leurs eaux territoriales pour pêcher, à 35% de leurs terres pour cultiver. Les usines et infrastructures sont démolies par les Israéliens sitôt construites.



Les « aides » renouvelées de l'UE paient la reconstruction jusqu'à la nouvelle démolition...

L'émotion, la révolte contre la guerre israélienne doivent déboucher internationalement sur des revendications claires et immédiates :

Suppression des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-est.

Destruction du mur d'enfermement des Palestiniens

Evacuation de la Cisjordanie

par les militaires israéliens

Levée de tous les blocus économiques sur Gaza

Libération des prisonniers politiques détenus en Israël

L'objectif demeure la constitution d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem comme capitale.

La France peut et doit le reconnaître dès à présent.

Pour cela, il n'y a pas d'autre moyen que de faire pression sur l'Etat israélien. La France peut et doit le faire en sortant de l'accord d'association économique UE/Israël et en le dénonçant, en sanctionnant Israël par la fin des contrats d'échange, le boycott des produits israéliens, dans la même logique que la campagne internationale finalement gagnée contre l'Apartheid dans les années 80.

Israël, Etat criminel, doit être mis au ban des nations. Dans l'intérêt de tous les peuples, dont celui du peuple israélien !

18 juillet. Interdiction de la manifestation du 19 juillet contre les crimes israéliens : une provocation de l'Etat français. En masse, rassemblons-nous mercredi 23 !

Les prétextes des heurts entre

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Suite de la page 9 extrémistes sionistes et activistes pro-palestiniens, sous le regard de CRS suréquipés, ne tiennent pas.

On ne peut que se demander ce que recherche le pouvoir PS en France aujourd'hui. Quels intérêts sont à l'œuvre ? Il conviendra de les analyser au moment où Hollande sanctuarise le « budget militaire », multiplie les interventions néo-coloniales mais étouffe le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le peuple de France éprouve, dans sa masse, quelle que soit la confession supposée de ses ancêtres, un sentiment de révolte devant les crimes répétés de l'Etat israélien, l'assassinat filmé d'enfants, le pogrome d'un régime colonialiste, raciste, dominateur qui condamne à terme ses propres ressortissants. En interdisant la manifestation parisienne du 19 juillet, les autorités françaises marquent une soumission inadmissible à l'impérialisme israélien. Elles bafouent un droit démocratique élémentaire.

Hollande, Valls, Fabius : vous ne représentez pas la France !

2 août : Contre la guerre israélienne sur Gaza : maintenir, amplifier la mobilisation

Le gouvernement israélien juge visiblement qu'il n'a pas encore

causé assez de morts - plus de 1500 - et de destructions à Gaza. Aucune des trêves annoncées depuis quelques jours ne dure. Il veut aller encore plus loin dans ses buts de guerre : éliminer le plus gros des capacités militaires des Palestiniens, rendre impossible toute solution politique à la question palestinienne, accessoirement forger une large cohésion de la population israélienne sur la base du racisme et du nationalisme. Une expédition meurtrière sur Gaza tous les deux ou trois ans pour le statu quo. Combien de temps fonctionnera cette stratégie ? Pas indéfiniment.

L'impérialisme américain temporaire, malgré l'horreur de la situation et l'émotion internationale. Il se cale sur le calendrier de son allié israélien. **Les autorités américaines viennent de reconnaître que le jour même où elles condamnaient l'attaque contre une école de l'ONU à Gaza, elles avaient livré pour 1 milliard de dollars de munitions à l'armée israélienne.**

Le gouvernement de Valls multiplie les diversions et les provocations. C'est le but de l'interdiction de certaines manifestations. Il cherche à réduire en France l'expression de l'émotion et de la colère, qui peuvent et doivent toucher tous les citoyens épris de justice et de



Activesth Manifestation pour la paix à Tel Aviv
banderole du Parti communiste d'Israël

paix, à une affaire entre communistes et extrémistes.

Maintenant le gouvernement annonce qu'il envisagerait de dissoudre le groupe sioniste extrémiste et violent LDJ, « Ligue de défense juive » (qui n'est même pas organisée en association...). Dans le même temps, il engage des poursuites judiciaires contre un cadre du NPA pour avoir maintenu son appel à la manifestation interdite du 19 juillet.

L'intention perverse du pouvoir est limpide : assimiler le plus grand nombre des organisations solidaires avec le peuple palestinien à un groupuscule pro-israélien ultraviolet et ultramarginal.

Continuons à déjouer les calculs du gouvernement français, à le replacer devant ses responsabilités nationales et internationales, à mettre au centre l'exigence absolue : la paix juste et durable.

Assassinat d'un responsable du Parti communiste d'Ukraine. Répression, bientôt interdiction du PCdU. Exigeons une protestation officielle de la France ! (Repris d'un communiqué de D.Negri et E. Dang Tran)

Un dirigeant local du PC d'Ukraine a été retrouvé torturé à mort dans l'est du pays le 22 juillet. D'autres ont été enlevés. Partout les intimidations et agressions physiques contre les communistes se multiplient, même au sein de l'Assemblée. Les partis fascistes disposent de toute latitude d'action et de l'impunité pour développer une hystérie anticommuniste dans un climat de haine pour le compte du nouveau régime auquel ils participent et que les impérialismes américain et européens soutiennent.

Le groupe communiste a été dissout à la Chambre. Réduits au silence, le PCdU pourrait même être interdit suivant une procédure illégale en cours.

Le nouveau pouvoir veut éliminer la seule force politique d'opposition nationale sérieuse et représentative qui :

- Condamne le choix de l'action militaire dans l'est du pays.
- Dénonce et combat l'aggravation de la politique de casse sociale et le plan de privatisations, d'ampleur inédite, décidés par le pouvoir.
- Continue à dénoncer l'accord économique avec l'Union européenne et à exiger l'organisation d'un référendum sur son adoption.
- S'oppose résolument au fascisme, a demandé la condamnation des auteurs du massacre d'Odessa.

Ce qui se passe dans l'ensemble de l'Ukraine est d'une extrême gravité. Communistes français nous adressons notre soutien et

notre solidarité à nos camarades ukrainiens. Leur secrétaire général, Petro Symonenko était en visite en juin dernier en France pour expliquer la situation et ses inquiétudes à la direction du PCF.

Aucune tolérance n'est possible devant l'avènement d'une dictature et l'arrivée au pouvoir de groupes fascistes, violents, ouvertement racistes et antisémites. Les faits sont d'autant plus établis qu'ils sont revendiqués par leurs auteurs.

Aussi, nous appelons les communistes, et par-delà tous les antifascistes et les démocrates, à demander au ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius et au Président de la République, François Hollande,

- d'émettre une protestation internationale solennelle devant les crimes anticommunistes en Ukraine et la présence fasciste dans le gouvernement de ce pays
- d'envisager des sanctions politiques et économiques à l'encontre du régime ukrainien
- d'exclure de mettre à l'ordre du jour du Parlement en France la ratification de l'accord UE/Ukraine, signé, en Ukraine, par des représentants illégitimes.

Cette exigence peut et doit être déclinée localement, par exemple dans les municipalités.

Le fascisme ne passera pas !

Ukraine : 730.000 réfugiés. Mais pourquoi fuient-ils en Russie si les miliciens de Porochenko sont des libérateurs ? (7 août 2014)

Selon le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), 730.000 personnes ont fui l'Ukraine depuis le début de l'année pour gagner la Russie. Le chiffre est considérable : des villes se sont vidées de moitié. De sérieux problèmes d'accueil commencent à se poser sur le plan humanitaire.

En France, nourris des informations des médias dominants, nous pouvons bien comprendre que la population fuit les zones de combat. Les médias ne peuvent plus cacher que les destructions sont importantes, que les attaques d'artillerie et depuis hier, les bombardements aériens (sur Donetsk) touchent des quartiers résidentiels. Peu bavards sur les chiffres – quelle différence avec la Syrie où ils comptaient à l'unité près le nombre de victimes par jour ! - ils concèdent que la guerre en Ukraine aurait causé 2000 morts, chiffre qui paraît bien faible eu égard aux moyens militaires déployés.

Restons toujours dans la version de l'idéologie officielle américaine ou française, là, il y a quelque chose qui n'est pas logique.

Les groupes armés « séparatistes » sont présentés comme des « terroristes » prenant en otage la population et la Russie comme leur base arrière. Les gouvernements occidentaux viennent encore d'élever les sanctions à l'encontre de ce méchant pays. Au contraire, le nouveau régime de Kiev, son armée – ou plutôt ses milices – sont présentés comme des « libérateurs ». Les gouvernements occidentaux les aident massivement. On ne nous cache plus que les Etats-Unis ont envoyé des conseillers militaires et que 400 mercenaires américains secondent les milices de Porochenko.

Mais alors pourquoi les habitants de l'est de l'Ukraine se réfugient-ils en Russie plutôt qu'à l'ouest du pays, dans « l'Ukraine démocratique », protégée par les USA et l'UE ?

Dans la panique, ils se sont peut-être laissés manipuler et désinformer.

Ils n'ont peut-être pas compris que les destructions

et les exactions commises dans les villes conquises par les milices de Kiev n'étaient que des dommages collatéraux inhérents à toute guerre.

Ils ont peut-être pris à la lettre aux exagérations des partis ouvertement fascistes qui participent au gouvernement à Kiev ou à celles de Mme Timochenko qui exprimait, en mars, son souhait de « fusiller avec des armes nucléaires huit millions de Russes restant sur le territoire de l'Ukraine ».

Les plus intoxiqués s'imaginent peut-être que la mise de l'Ukraine sous tutelle des Etats-Unis et des puissances européennes occidentales, avec le traité d'association avec l'UE et l'extension - de droit ou de fait - de l'OTAN, leur promet des jours encore plus sombres qu'au reste de la population ukrainienne. Russophones, ils seraient toujours considérés comme des alliés naturels de l'adversaire russe, comme des éléments opposés au gouvernement nationaliste ukrainien qui a commencé son œuvre par supprimer le statut officiel de leur langue.

Mais assez de spéculations ! Allons demander à Bernard Henri-Lévy ce qu'il en pense !



Le SNJ-CGT dénonce le choix de la direction de France 3 de ne pas envoyer de reporters à Gaza ou en Ukraine

« Pour la première fois dans l'histoire de la rédaction nationale, aucune équipe n'a été envoyée pour couvrir un événement majeur en Israël/Palestine » dénonce le syndicat SNJ-CGT de France 3 (Paris 15ème) dans son communiqué du 6 août. « Pas plus en Ukraine, en Irak ou en Libye etc., seulement au Mali pour le crash de l'avion d'Air Algérie parce qu'il y avait 51 morts français ».

Le prétexte avancé par la direction est lamentable : il n'y aurait pas assez de moyens à cause du paiement avantageux des heures supplémentaires... Le SNJ-CGT refuse la tentative de culpabilisation des personnels et rappelle que les heures supplémentaires sont imposées par cette même direction.

Ce choix exprime en réalité la nouvelle vocation assignée par la direction et les gouvernements successifs à l'information sur France 3 : se concentrer sur « la neige en hiver, le soleil en été, les chiens écrasés et les faits divers » comme le résume le SNJ-CGT.

C'est ce qui correspond aux priorités éditoriales des plus mauvais quotidiens régionaux qui lorgnent précisément sur les rédactions régionales d'une France 3 démantelée. On n'est pas encore en Grèce mais...

D'ici là, la politique de coupes dans les dépenses et les effectifs réduit encore la diversité des sources d'information françaises. Elle affaiblit une mission de France 3 qui continue, et c'est sans doute aussi pour cela, d'être effectuée dans un esprit de service public, qui peut – pas toujours - résister aux pressions de l'argent et de l'Etat.

C'est un pas de plus vers la pensée unique dans les médias majeurs. On peut en juger sur Gaza ou l'Ukraine. Un reporter, digne de ce nom, envoyé dans l'est de l'Ukraine, aura plus de mal qu'un journaliste resté dans les studios à Paris à reprendre les versions officielles de Kiev ou de l'OTAN...

Avec le SNJ-CGT, communistes, nous dénonçons l'abaissement des ambitions et des moyens de la rédaction nationale de France 3.

Nous dénonçons indissociablement la baisse du budget du ministère de la culture consacré à l'audiovisuel public que le gouvernement veut tout simplement supprimer d'ici 2017. Nous dénonçons le choix confirmé de la ministre Filipetti de poursuivre ce que la « gauche » avait dénoncé du temps de Sarkozy: la suppression de la publicité sur les chaînes publiques, autrement dit l'attribution du monopole de cette ressource aux chaînes privées.

"Dégager la personnalité et l'action de Jean Jaurès, tout à la fois des dénigrement systématiques et des panégyriques intéressés"

Léo Figuères

Nous reproduisons ci-dessous l'introduction du dirigeant communiste Léo Figuères à ses articles de haut intérêt publiés en 1957 dans les « Cahiers du communisme » (janvier et avril) sur « la position de Jaurès et du jauréssisme dans le mouvement ouvrier français d'avant 1914 ».

« La pensée et l'action de Jean Jaurès, la place qu'il tint dans le mouvement socialiste dans le mouvement ouvrier des années 1890 jusqu'en 1914 sont particulièrement complexes à analyser. Jaurès fut, sans nul doute, l'un des dirigeants socialistes les plus écoutés et les mieux suivis des masses laborieuses dans la période qui précéda la première guerre mondiale, l'un de ceux dont le souvenir a marqué toute une génération de lutteurs prolétariens. De l'autre côté, il fut le chef de file incontesté de la tendance réformiste du socialisme français de cette époque, et il contribua, de ce fait, à semer des illusions dans le prolétariat sur la possibilité de parvenir au socialisme par la voie parlementaire.

Intellectuel et démocrate petit-bourgeois, venu, comme tant d'autres, au socialisme quand ce dernier se développait impétueusement, il faut lui rendre cette justice qu'il se refusa toujours à s'en servir comme d'un tremplin pour parvenir à la faite des honneurs bourgeois. Tout en conservant jusqu'au bout des positions réformistes, Jaurès lutta positivement pour les intérêts du peuple ; il s'attira la haine de ses ennemis et tomba victime de sa lutte courageuse contre la guerre capitaliste. C'est pourquoi il conserve et conservera toujours une place au cœur des travailleurs de France et de tous les pays qui aiment ceux qui ont lutté et sont morts pour la cause de leur libération. Il convient donc d'essayer de dégager la personnalité et l'action de Jean Jaurès, tout à la fois des dénigrement systématiques et des panégyriques intéressés, de façon à pouvoir tirer des enseignements utiles de ses erreurs comme de ses qualités et à les faire servir aux luttes d'aujourd'hui. »



Commémorer Maurice Thorez (1900 – 11 juillet 1964) : une nécessité pour le PCF et les communistes

Il y a 50 ans, le 11 juillet 1964, Maurice Thorez, mourrait à 64 ans. Le 16, des centaines de milliers de communistes, de sympathisants, de travailleurs défilaient à Paris pour ses obsèques. Pendant plus de 30 ans, la vie de Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, s'est confondue avec l'histoire de notre parti, dans sa période la plus structurante – où il devient réellement un Parti de classe et de masse - à travers les plus dures épreuves, au moment de sa plus forte influence dans le pays. Dans l'histoire collective du PCF, en lien avec le mouvement communiste international, la personnalité de l'ancien mineur, devenu dirigeant politique et homme d'Etat, a joué un rôle propre, souvent décisif.

Pour le 50^{ème} anniversaire de sa mort, la direction actuelle du PCF n'a absolument rien organisé : pas une célébration, pas un colloque, pas même une déclaration.

Le PCF Paris 15 a envoyé une protestation devant ce choix qui confirme la volonté de la direction d'effacement de l'histoire et de l'identité du Parti dans une recomposition « à gauche ». Nous estimons au contraire qu'il faut les assumer, évidemment de façon critique.

Le culte d'un ancêtre d'un côté, l'oubli, le reniement d'un père fondateur de l'autre. Se souvenir de Jaurès, oui ! Ignorer Thorez, non ! L'héritage de Thorez n'est pas récupérable par les opportunistes. Mais il peut continuer à inspirer les communistes, les marxistes-léninistes en France en 2014 !

Une plaque commémorative pour Huynh Khuong An dans le 15^{ème}

Le Conseil de Paris de juillet 2014, a adopté une délibération prévoyant l'apposition d'une plaque commémorative, 6 avenue de la Porte Brancion en hommage à notre camarade franco-vietnamien Huynh Khuong An, compagnon de supplice de Charles Michels.

Elle portera ce texte :

« Ici a vécu Huynh Khuong An dit Luisne (1912-1941), enseignant et résistant communiste, interné au camp Choisel à Châteaubriant, il fut fusillé avec vingt-six autres otages le 22 octobre 1941. »

Nous nous en félicitons. Nous avons eu l'occasion de célébrer notre camarade. Nous vous tiendrons au courant de la date de la cérémonie.